

Mise à jour : 23 novembre 2020

# CORONAVIRUS : LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES DE PROXIMITÉ

Vous rencontrez des difficultés pour accéder aux aides ? Faites-nous en part à l'adresse : [u2p@u2p-france.fr](mailto:u2p@u2p-france.fr)



# Sommaire



Interactif : accès direct en un clic

## Information gouvernementale

- 4 [L'information gouvernementale en ligne](#)

## Déconfinement

- 6 [Protocole national de déconfinement et fiches conseils](#)
- 7 [Achat d'équipements de protection individuelle avec ProxiProtection](#)

## Aides aux entreprises

- 9 [Accès à une cellule de soutien psychologique](#)
- 10 [Dispositions relatives aux établissements recevant du public](#)
- 11 [Report de cotisations sociales](#)
- 14 [Les mesures exceptionnelles des organismes de prévoyance et de complémentaire santé](#)
- 15 [Aide financière pour les travailleurs indépendants](#)
- 16 [Indemnité exceptionnelle de perte de gains – CPSTI](#)
- 17 [Indemnité exceptionnelle de perte de gains – Agirc-Arrco](#)

- 18 [Impôts : reports, étalement et remises](#)
- 22 [Suspension des contrôles fiscaux](#)
- 23 [Saisir la Commission des chefs de services financiers](#)
- 24 [Saisir le Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises \(CODEFI\)](#)
- 25 [Fonds de solidarité](#)
- 29 [Report du paiement des loyers](#)
- 30 [Prêts garantis par l'État \(PGE\) et autres dispositifs de financement](#)
- 31 [Plans de soutien sectoriels](#)
- 32 [Numérisation des TPE](#)
- 34 [Subventions pour l'achat d'équipements de protection](#)
- 35 [Médiation du crédit](#)
- 36 [Médiation des entreprises](#)
- 37 [Arrêts de travail liés au covid-19](#)

## Mesures relatives aux salariés

- 39 [Obligations concernant les déplacements des salariés](#)

- 40 [Obligations sanitaires vis-à-vis des salariés](#)
- 42 [Dispositif d'activité partielle de droit commun](#)
- 43 [Évolution du dispositif d'activité partielle de droit commun à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021](#)
- 44 [Dispositif spécifique d'activité partielle ou activité partielle de longue durée](#)
- 45 [Arrêts de travail liés au covid-19](#)
- 46 [Apprentis](#)

## Aides de l'Union européenne

- 48 [Utilisation des fonds structurels, dont le soutien au financement des fonds de roulement des PME](#)

## Contrats et contentieux

- 50 [Contrats publics](#)
- 52 [Contentieux](#)

## Aides régionales

- 54 [Les mesures d'accompagnement des régions](#)

# INFORMATION GOUVERNEMENTALE

---

# L'information gouvernementale en ligne

- Le site d'information du Gouvernement sur le coronavirus : <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>
- Le site Internet du ministère de l'Economie et des Finances consacré aux mesures d'urgence pour les entreprises : <https://info-entreprises-covid19.economie.gouv.fr/kb>
- Une base de données de référence sur les aides aux entreprises ouverte à tous : <https://www.aides-entreprises.fr/>
- Les mesures de soutien aux entreprises présentées dans ce document de synthèse sont détaillées sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/coronavirus-soutien-entreprises>

Le Gouvernement a mis en place d'un numéro de téléphone spécial d'information sur les mesures d'urgences pour les entreprises et les associations en difficulté : **0 806 000 245**.

Ce numéro d'appel est destiné aux professionnels dont l'activité est impactée par la crise sanitaire

et qui souhaitent connaître les aides auxquelles ils sont éligibles et comment se renseigner. Il sera accessible du lundi au vendredi de 9 h à 12 h puis de 13 h à 16 h.

Ce numéro d'appel est conçu pour renseigner et orienter les professionnels vers les différentes aides d'urgences mises en place, comme par exemple les reports de charges ou d'impôts, les prêts garantis par l'État, le fonds de solidarité ou l'activité partielle. Ce service est assuré conjointement par la Direction générale des finances publiques et l'Urssaf.

- Les mesures concernant les employeurs et leurs salariés font l'objet d'un questions-réponses du Ministère du Travail « Coronavirus : Questions/réponses pour les entreprises et les salariés » : <https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-questions-reponses-pour-les-entreprises-et-les-salaries>

# DÉCONFINEMENT

---

# Protocole national de déconfinement et fiches conseils

---

Le ministère du Travail a mis en ligne le **protocole national de déconfinement** pour les entreprises :  
<https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/protocole-national-de-deconfinement.pdf>

Le ministère du Travail publie également des **fiches conseils métier par métier** pour aider les employeurs dans la mise en œuvre des mesures de protection contre le covid-19 sur les lieux de travail et assurer la continuité de l'activité économique :  
<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-fiches-conseils-metiers-pour-les-salaries-et-les->

# Achat d'équipements de protection individuelle avec ProxiProtection

---

À compter du 20 mai 2020, l'ensemble du matériel sanitaire nécessaire à la protection individuelle des artisans, des commerçants et des professionnels libéraux, de leurs salariés et de leurs clients ou patients, est proposé à la vente sur le site [proxiprotection.fr](https://proxiprotection.fr).

Les chefs d'entreprise de proximité disposent ainsi de leur propre réseau indépendant pour s'équiper rapidement et durablement, dans des conditions tarifaires avantageuses, en masques, gants, gel hydroalcoolique, visières antiprojections, blouses...

La plateforme ProxiProtection, initiée par l'U2P et soutenue par la Direction Générale des Entreprises

du Ministère de l'Économie et des Finances, est le fruit d'un partenariat avec la société Paris Fashion Shops, chargée de l'approvisionnement, de la vente et de la livraison du matériel, dans le respect des normes sanitaires en vigueur.

Soutenu  
par



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# AIDES AUX ENTREPRISES





# Accès à une cellule de soutien psychologique

---

L'U2P et ses organisations membres ont mis en place le 20 mai 2020 une plateforme d'écoute et d'accompagnement psychologique des chefs d'entreprise de proximité grâce à un numéro national d'appel gratuit : le **09 85 607 727**, ouvert 7 jours sur 7 de 8h à 20h.

Pour répondre à l'inquiétude et parfois la grande détresse causées par la crise actuelle, l'U2P a cherché les moyens de rompre l'isolement des chefs d'entreprise, en leur permettant de libérer leur parole et d'évoquer leurs difficultés avec des professionnels de confiance.

Ce numéro d'appel gratuit permet d'entrer en dialogue avec l'un(e) des trente psychologues mis à disposition.

Sa mise en place est rendue possible par l'UNAPL et ses deux fédérations membres représentant les psychologues, le Groupement syndical des praticiens de la psychologie, psychothérapie, psychanalyse en libéral (PSY'G) et le Syndicat national des psychologues (SNP), ainsi que par le cabinet de psychologues en ligne BeMyPsy.

# Dispositions relatives aux établissements recevant du public

---

Le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire précise à son article 8 :

- Les catégories d'établissements qui ne peuvent plus accueillir du public jusqu'au 15 avril 2020
- Les établissements qui peuvent continuer à recevoir du public selon la liste des activités figurant en annexe du décret

+ Circulaires U2P [20.103](#), [20.86](#) et [20.68](#)

+ Décret [n°2020-293 du 23 mars 2020](#)

- L'interdiction de la tenue des marchés, couverts ou non et quel qu'en soit l'objet

Il est indiqué que le représentant de l'État dans le département peut, après avis du maire, accorder une autorisation d'ouverture des marchés alimentaires qui répondent à un besoin d'approvisionnement de la population si les conditions de leur organisation ainsi que les contrôles mis en place sont propres à garantir le respect des dispositions de l'article 1er et de l'article 7 du décret.

# Report de cotisations sociales

---

Afin de tenir compte des nouvelles mesures de restriction sanitaire, les Urssaf mettent de nouveau en place des mesures exceptionnelles pour accompagner la trésorerie des entreprises et les travailleurs indépendants.

## Pour les employeurs

Les employeurs peuvent reporter tout ou partie du paiement de leurs cotisations salariales et patronales pour les échéances des 5 et 15 novembre 2020. Les déclarations doivent néanmoins être déposées aux dates prévues. Le report de cotisa-

tions Urssaf vaut également pour les cotisations de retraite complémentaire.

Pour bénéficier du report, il suffit de remplir en ligne un formulaire de demande préalable. En l'absence de réponse de l'Urssaf sous 48h, cette demande est considérée comme acceptée.

Les cotisations qui ne seront pas payées sont automatiquement reportées. L'Urssaf contactera ultérieurement les employeurs pour leur proposer un plan d'apurement de leurs dettes.

Aucune pénalité ni majoration de retard ne sera appliquée.

# Report de cotisations sociales

---

## Pour les travailleurs indépendants

Les cotisations sociales personnelles des travailleurs indépendants ne seront pas prélevées en novembre (l'échéance trimestrielle du 5 novembre ainsi que les échéances mensuelles du 5 et du 20 novembre sont suspendues). Le prélèvement automatique des échéances de novembre ne sera pas réalisé, sans que les travailleurs indépendants aient de démarche à engager. Ceux qui paient par

d'autres moyens de paiement pourront ajuster le montant de leur paiement.

Aucune pénalité ni majoration de retard ne sera appliquée. Les modalités de régularisation de ces échéances seront précisées ultérieurement.

Pour plus d'information sur les mesures exceptionnelles, les Urssaf mettent à disposition un site dédié : <https://mesures-covid19.urssaf.fr>

# Report de cotisations sociales

---

## **Agirc-Arrco : Prélèvements des cotisations de retraite complémentaire**

En cas de DSN de février 2020 non déposée : l'entreprise peut encore la déposer en adaptant le montant de son paiement de cotisations de retraite complémentaire (montant de paiement à zéro ou montant représentant une partie des cotisations).

En cas de DSN de février 2020 déposée : l'entreprise doit informer sa caisse de retraite avant le 19 mars 2020 qu'elle souhaite reporter le paiement SEPA renseigné dans la DSN ou le réduire.

+ Circulaire U2P [20.46](#)

Si l'entreprise règle habituellement ses cotisations hors DSN, elle peut adapter le montant de son règlement selon son besoin.

Rubrique dédiée sur le site Agirc-Arrco : <https://www.agirc-arrco.fr/particuliers/covid-19-dispositions-generales/covid-19-disposition-pour-le-grand-public/>

Rubrique dédiée sur le site DSN-Info : <http://www.dsn-info.fr/actualites.htm# covid19-retraite>

# Les mesures exceptionnelles des organismes de prévoyance et de complémentaire santé

---

## **Une pluralité d'initiatives pour prendre en compte les conséquences sociales et économiques de l'épidémie de covid-19**

De nombreux organismes couvrant les risques prévoyance et santé (institutions de prévoyance, assurances, mutuelles) ont décidé de mettre en œuvre, de leur propre initiative, des mesures d'aides et d'accompagnement en direction de leurs entreprises adhérentes et des bénéficiaires des garanties.

+ Circulaire U2P [20.144](#) et [20.154](#)

Ces mesures peuvent par exemple prendre la forme : de reports ou d'exonérations de cotisations, d'accès à des fonds d'urgence, d'un maintien des garanties pendant les arrêts de travail dérogatoires covid...

Ces initiatives étant spécifiques à chaque organisme assureur concerné, il est nécessaire de se rapprocher de ces derniers afin de prendre connaissance des mesures de soutien qu'ils ont mis en place.

# Aide financière pour les travailleurs indépendants

Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) a décidé de proposer, sous conditions, **une nouvelle aide financière exceptionnelle à destination de tous les assurés** artisans, commerçants et professionnels libéraux **subissant une fermeture administrative totale** (interruption totale d'activité).

D'un montant de 1 000 € pour les artisans, commerçants et professions libérales et de 500 € pour les auto-entrepreneurs, cette Aide Financière Exceptionnelle (CPSTI AFE COVID-19) vise les travailleurs indépendants affiliés avant le 1er janvier 2020 et concernés par une fermeture administrative totale (interruption totale d'activité) depuis le 2 novembre 2020.

En outre, les assurés concernés devront être à jour de leurs contributions et cotisations sociales personnelles au 31 décembre 2019 ou disposer d'un échéancier en cours.

**Ainsi, il ne s'agit pas d'une aide exceptionnelle automatique à tous les travailleurs indépendants comme celle d'avril 2020.**

Il s'agit d'une aide complémentaire aux mesures prises par les caisses de sécurité sociale y compris celle des travailleurs indépendants.

Un **processus en ligne** est mis en place afin de faciliter le dépôt d'une demande :

- un dossier simplifié et unique de demande d'action sociale réduisant le nombre de pièces à transmettre et ;
- la possibilité de transmettre directement ces demandes via les sites [secu-independants.fr](https://www.secu-independants.fr), [urssaf.fr](https://www.urssaf.fr) et [autoentrepreneur.urssaf.fr](https://www.autoentrepreneur.urssaf.fr).

L'ensemble des conditions d'obtention de cette aide et toutes autres informations utiles à destination des travailleurs indépendants fragilisés sont disponibles au lien suivant : <https://www.secu-independants.fr/action-sociale/>

# Indemnité exceptionnelle de perte de gains – CPSTI

Les travailleurs indépendants de l'artisanat et du commerce vont pouvoir **bénéficier, en avril, d'une « indemnité de perte de gains »**.

Cette **aide exceptionnelle** validée par le Conseil de la Protection Sociale des Travailleurs Indépendants (CPSTI), avec l'accord de l'U2P, de la CPME et du MEDEF, ainsi que des ministères de tutelle, sera modulable en fonction du niveau de cotisations de chacun au régime de retraite complémentaire des indépendants (RCI), et ce dans la **limite maximale de 1250 € nets d'impôts et de charges sociales**.

Le paiement de cette somme, qui ne pourra excéder le montant des cotisations annuelles au RCI, sera uniquement conditionné au fait d'être **en activité au 15 mars 2020 et immatriculé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019**.

+ Circulaire U2P 20.114

Elle sera **versée avant la fin du mois d'avril par le CPSTI, via les URSSAF**, sans que les indépendants concernés n'aient **la moindre démarche à accomplir**. Cette aide sera **cumulable avec le fonds de solidarité** mis en place par le gouvernement à l'intention des petites entreprises.

**Elle est également cumulable** avec **l'aide financière proposée dans le cadre de l'action sociale du CPSTI**.

Ainsi, les travailleurs indépendants de l'artisanat et du commerce aujourd'hui en grande difficulté, bénéficieront d'une forme de revenu de substitution, et ce sans que les finances publiques soient mises à contribution.

En savoir plus sur le site Internet de la Sécurité sociale des indépendants : <https://www.secu-independants.fr/cpsti/actualites/actualites-nationales/epidemie-de-coronavirus/#c47714>



# Indemnité exceptionnelle de perte de gains – Agirc-Arrco

---

À l'instar du CPSTI, l'Agirc-Arrco a souhaité accorder une aide exceptionnelle aux chefs d'entreprise ayant la qualité de salariés (gérants minoritaires de SARL, SAS...) et qui cotisent au régime de retraite complémentaire.

Ils devront en faire la demande auprès de l'Agirc-Arrco qui pourra accorder une aide pouvant aller jusqu'à 1 500 euros en fonction des pertes de revenus déclarées par le dirigeant. Cette décision saluée par l'U2P est en vigueur depuis le 11 mai. Elle

contribuera à atténuer les difficultés des dirigeants salariés qui sont très nombreux à avoir subi des pertes de revenus et qui pour certains, restaient à l'écart des différents dispositifs de soutien mis en place par le gouvernement.

Démarches et informations complémentaires :  
<https://www.agirc-arrco.fr/actualites/detail/covid-19-lagirc-arrco-met-en-place-une-aide-exceptionnelle-dediee-aux-salaries/>

# Impôts : reports, étalement et remises

## Plans d'étalement des impôts dus pendant la période de crise sanitaire

La DGFIP a mis en place un dispositif de plans de règlement permettant aux entreprises d'étaler - sur une durée pouvant atteindre 3 ans - le paiement de leurs impôts dus pendant la période de crise sanitaire.

Ces plans s'adressent aux commerçants, artisans et professions libérales ayant débuté leur activité au plus tard en 2019, quel que soit leur statut (société, entrepreneur individuel, etc.) et leur régime fiscal et social (y compris micro-entrepreneurs), sans condition de secteur d'activité ou de perte de chiffre d'affaires.

Sont concernés les impôts directs et indirects recouvrés par la direction générale des Finances publiques, sauf ceux résultant d'un contrôle fiscal, et dont le paiement devait intervenir entre le 1<sup>er</sup> mars 2020 et le 31 mai 2020, le cas échéant avant décision

de report au titre de la crise sanitaire (notamment TVA, prélèvement à la source dus au titre des mois de février à avril 2020, soldes d'impôt sur les sociétés).

Ces plans sont d'une durée de **12, 24 ou 36 mois** (durée calculée en fonction de l'endettement fiscal et social de l'entreprise). Pour les plans d'une durée inférieure ou égale à 12 mois, l'entreprise n'a pas à fournir de garanties.

Les entreprises remplissant les conditions peuvent faire leur demande de plan de règlement avant le 31 décembre 2020, à l'aide du [formulaire de demande de plan de règlement](#) « spécifique covid-19 » depuis la messagerie sécurisée de leur [espace professionnel](#), ou à défaut par courriel ou courrier adressé au service des impôts dont elles dépendent.

Pour en savoir plus : <https://www.impots.gouv.fr/portail/actualite/covid-19-octroi-de-plans-de-reglement-aux-entreprises-rencontrant-des-difficultes-en>

1/4

# Impôts : reports, étalement et remises

## Report du paiement de certains impôts et remise d'impôt direct

Pour les entreprises en difficulté du fait de la crise, il est possible de demander au service des impôts des entreprises le report sans pénalité du règlement de leurs prochaines échéances d'impôts directs (impôt sur les sociétés, taxe sur les salaires, CVAE).

Les entreprises peuvent [envoyer leur demande à leur SIE](#). Pour faciliter leur démarche, un [formulaire](#) est à leur disposition.

Pour les travailleurs indépendants, il est possible de moduler à tout moment le taux et les acomptes de prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu. Il est aussi possible de reporter le paiement de leurs acomptes de prélèvement à la source sur

leurs revenus professionnels d'un mois sur l'autre jusqu'à trois fois si leurs acomptes sont mensuels, ou d'un trimestre sur l'autre si leurs acomptes sont trimestriels.

Toutes ces démarches sont accessibles via leur espace particulier, rubrique « Gérer mon prélèvement à la source » : toute intervention avant le 22 du mois sera prise en compte pour le mois suivant.

Les entreprises concernées par une interruption ou une restriction de leur activité liée à une mesure de fermeture dans les zones de couvre-feu, ou lorsque leur situation financière le justifie peuvent obtenir, sur demande auprès de leur service des impôts et après examen au cas par cas de leur situation, des délais de paiement de leurs impôts directs (hors TVA et prélèvement à la source) sur leurs prochaines échéances fiscales.

# Impôts : reports, étalement et remises

## Récapitulatif des reports d'échéances fiscales

- Report au 30 juin 2020 de toutes les échéances déclaratives et de paiement de mai (déclarations de résultats, solde d'impôt sur les sociétés, déclaration de CVAE...)
- Report sur demande de 3 mois du règlement des autres échéances d'impôts directs intervenues entre mars et juin (acomptes d'IS et de taxe sur les salaires essentiellement)
- L'échéance de taxe foncière du 15 octobre peut être reportée de 3 mois sur simple demande auprès du centre des finances publiques compétent.
- Report automatique du paiement de la cotisation foncière des entreprises (CFE) du 15 juin au 15 décembre 2020 pour les entreprises exerçant une activité relevant des secteurs les plus touchés (tourisme, hôtellerie, restauration, sport, culture, transport aérien et événementiel).
- Les entreprises en difficulté pour payer leur CFE au 15 décembre 2020 peuvent obtenir, sur simple demande, un report de 3 mois de leur échéance. La demande doit ainsi être adressée, de préférence par courriel, auprès de leur service des impôts des entreprises dont les coordonnées figurent sur leur avis de CFE. Pour les entreprises mensualisées, la demande de suspension du paiement doit également lui être transmise d'ici le 30 novembre. Pour les entreprises prélevées à l'échéance, elles peuvent, sous le même délai, arrêter leur prélèvement directement depuis leur espace professionnel sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr).

# Impôts : reports, étalement et remises

---

- Possibilité offerte aux entreprises de moduler le montant des acomptes d'IS et de CVAE à payer en fonction du résultat prévisionnel de l'exercice en cours avec prise compte de marges d'erreur.
- Les entreprises prévoyant de bénéficier au titre de 2020 d'un plafonnement de la contribution économique territoriale (CET) en fonction de la valeur ajoutée pourront anticiper le dégrèvement attendu en l'imputant directement sur le montant du solde de la CFE 2020. Une marge d'erreur exceptionnelle de 20 % sera tolérée pour cette imputation et aucune pénalité ne sera appliquée. Les entreprises concernées sont invitées à en informer leur service des impôts des entreprises, de préférence par courriel.
- Restitution accélérée des crédits d'impôt à échéance
- Restitution anticipée pour les soldes des créances de report en arrière de déficit (carry-back)
- Possibilité offerte aux entreprises de recourir en TVA au dispositif réservé aux périodes de congés payés, pour déclarer et payer la TVA due au titre des mois de mars et avril 2020 (acompte de TVA de 80% à régulariser).

Pour en savoir plus : <https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/les-mesures>

# Suspension des contrôles fiscaux

---

Le Ministre de l'Action et des Comptes publics a indiqué que les contrôles fiscaux en cours sont suspendus (le délai de cette mesure n'est pas précisé).

**Aucun nouveau contrôle fiscal ne sera lancé.**

Par ailleurs, des aménagements sont à l'étude pour les mises en recouvrement forcé des dettes fiscales.

De telles facilités pourraient aussi s'appliquer aux crédits de TVA dont le remboursement est suspendu en raison de contrôles fiscaux en cours. Les entreprises concernées pourraient tenter d'en demander le remboursement immédiat.

# Saisir la Commission des chefs de services financiers

En cas de **difficultés à régler une échéance fiscale ou sociale**, la Commission des chefs de services financiers CCSF, dont le secrétariat permanent est assuré par la direction départementale des Finances publiques (DDFiP), peut être saisie.

Les entreprises peuvent bénéficier de ce dispositif sous réserve d'être à jour de leurs obligations déclaratives et de paiement de la part salariale des cotisations sociales.

Un dossier exposant la situation financière de l'entreprise doit être déposé auprès du secrétariat de la CCSF dans le ressort de laquelle se situe son siège social, ou son principal établissement.

- Pour accéder au dossier de saisine de la Commission des chefs des services financiers (CCSF) réservé aux très petites entreprises : [https://](https://www.impots.gouv.fr/portail/files/media/1_metier/2_professionnel/EV/4_difficultes/440_situation_difficile/tpd_dossier_simplifie_ccsf.pdf)

[www.impots.gouv.fr/portail/files/media/1\\_metier/2\\_professionnel/EV/4\\_difficultes/440\\_situation\\_difficile/tpd\\_dossier\\_simplifie\\_ccsf.pdf](https://www.impots.gouv.fr/portail/files/media/1_metier/2_professionnel/EV/4_difficultes/440_situation_difficile/tpd_dossier_simplifie_ccsf.pdf)

- Pour accéder au dossier de saisine de la Commission des chefs des services financiers (CCSF) réservé aux entreprises impactées par les conséquences économiques du COVID-19 : [https://www.impots.gouv.fr/portail/files/media/1\\_metier/2\\_professionnel/EV/4\\_difficultes/440\\_situation\\_difficile/dossier\\_de\\_saisine\\_ccsf\\_-\\_demande\\_de\\_delai\\_de\\_paiement.pdf](https://www.impots.gouv.fr/portail/files/media/1_metier/2_professionnel/EV/4_difficultes/440_situation_difficile/dossier_de_saisine_ccsf_-_demande_de_delai_de_paiement.pdf)
- Liste des points de contact CCSF (Commissions des chefs de services financiers) des Directions départementales/régionales des Finances publiques : [https://www.impots.gouv.fr/portail/files/media/1\\_metier/2\\_professionnel/EV/4\\_difficultes/440\\_situation\\_difficile/balf\\_ccsf\\_codefi\\_09\\_2020.pdf.pdf](https://www.impots.gouv.fr/portail/files/media/1_metier/2_professionnel/EV/4_difficultes/440_situation_difficile/balf_ccsf_codefi_09_2020.pdf.pdf)

# Saisir le Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises (CODEFI)

Le Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises, présidé par le Préfet, a vocation à accueillir et à orienter les entreprises de moins de 400 salariés qui rencontrent des problèmes de financement.

Ce comité peut, sous certaines conditions :

- commander des audits en accord avec l'entreprise, afin d'établir un diagnostic de sa situation, valider des hypothèses de redressement économique et financier
- accorder des prêts du fonds de développement économique et social (FDES) dans le cadre d'un plan de restructuration et lorsque les perspectives de redressement sont réelles. Pour être éligible à cette procédure, l'entreprise doit être

en situation régulière par rapport à ses obligations fiscales et sociales.

L'entreprise doit saisir le CODEFI dans le ressort duquel se situe son siège social. Pour cela, elle doit s'adresser, soit au secrétaire permanent du CODEFI à la Direction départementale des finances publiques, soit au commissaire au redressement productif (CRP) de sa région.

Liste des points de contact CODEFI (Comité départemental d'examen des difficultés des entreprises : [https://www.impots.gouv.fr/portail/files/media/1\\_metier/2\\_professionnel/EV/4\\_difficultes/440\\_situation\\_difficile/balf\\_ccsf\\_codefi\\_09\\_2020.pdf.pdf](https://www.impots.gouv.fr/portail/files/media/1_metier/2_professionnel/EV/4_difficultes/440_situation_difficile/balf_ccsf_codefi_09_2020.pdf.pdf)



# Fonds de solidarité

---

Un Fonds de solidarité financé par l'État et les Régions a été créé pour aider les petites entreprises les plus touchées par la crise.

Ce fonds s'adresse aux commerçants, artisans, professions libérales et autres agents économiques, quel que soit leur statut (société, entrepreneur individuel, association...) et leur régime fiscal et social (y compris micro-entrepreneurs), ayant au plus 50 salariés.

Le montant de l'aide défiscalisée pouvant aller jusqu'à 10 000 euros est calculé différemment selon le mois considéré et selon la situation de l'entreprise :

**Pour les entreprises fermées administrativement en septembre et octobre 2020 :** aide égale au montant de la perte de chiffre d'affaires (hors chiffre d'affaires réalisé sur les activités de vente à distance avec

retrait en magasin ou livraison) dans la limite de 333 euros par jour d'interdiction d'accueil du public.

**Pour les entreprises situées dans les zones de couvre-feu ayant perdu plus de 50 % de leur chiffre d'affaires en octobre :**

- les entreprises des secteurs S1\* reçoivent une aide compensant leur perte de chiffre d'affaires jusqu'à 10 000 € ;
- les entreprises des secteurs S1bis\* ayant perdu plus de 80 % de leur chiffre d'affaires pendant la première période de confinement (condition non applicable aux entreprises créées après le 10 mars 2020), reçoivent une aide compensant leur perte de chiffre d'affaires jusqu'à 10 000 € ;
- les autres entreprises ont droit à une aide couvrant leur perte de chiffre d'affaires dans la limite de 1500 €.

# Fonds de solidarité

**Pour les entreprises situées en dehors des zones de couvre-feu appartenant aux secteurs 1 et 1 bis\* (les entreprises des secteurs 1 bis doivent justifier avoir perdu 80 % de leur chiffre d'affaire pendant la première période de confinement sauf si elles ont été créées après le 10 mars 2020) et ayant perdu plus de 50 % de leur chiffre d'affaires en octobre :**

- Les entreprises ayant perdu entre 50 et 70 % de leur chiffre d'affaires reçoivent une aide égale à la perte de chiffres d'affaires jusqu'à 1 500 € ;
- Les entreprises ayant perdu plus de 70 % de leur chiffre d'affaires reçoivent une aide égale à la perte de chiffre d'affaire jusqu'à 10 000 euros et dans la limite de 60 % du chiffre d'affaires mensuel de l'année précédente.

**Pour toutes les entreprises fermées administrativement ou ayant subi plus de 50 % de perte de chiffre d'affaires en novembre :**

- Les entreprises fermées administrativement perçoivent une aide égale au montant de la perte de chiffre d'affaires dans la limite de 10 000 euros (le

chiffre d'affaires n'intègre pas le chiffre d'affaires réalisé sur les activités de vente à distance avec retrait en magasin ou livraison) ;

- Les entreprises des secteurs S1\* perçoivent une subvention égale au montant de la perte de chiffre d'affaires dans la limite de 10 000 euros ;
- Les entreprises qui appartiennent aux secteurs S1 bis\* et qui ont perdu plus de 80% de leur chiffre d'affaire pendant la première période de confinement (sauf si elles ont été créées après le 10 mars 2020) perçoivent une subvention égale à 80 % de la perte de chiffre d'affaires dans la limite de 10 000 euros. Lorsque la perte de chiffre d'affaires est supérieure à 1 500 euros, le montant minimal de la subvention est de 1 500 euros. Lorsque la perte de chiffre d'affaires est inférieure ou égale à 1 500 euros, la subvention est égale à 100 % de la perte de chiffre d'affaires ;

les autres entreprises ont droit à une aide couvrant leur perte de chiffre d'affaires dans la limite de 1500 €.

[Télécharger la liste des secteurs S1 et S1 bis](#)

2/4

# Fonds de solidarité

---

La nouvelle aide sous plafond de 10 000 euros est cumulable en septembre mais pas à partir d'octobre. Lorsqu'une entreprise est éligible à plusieurs aides, elle bénéficie de l'aide la plus favorable (soit au titre de la fermeture administrative soit au titre de la perte de chiffre d'affaire). Les nouveaux dispositifs ne sont pas applicables aux discothèques.

Pour les personnes physiques ayant bénéficié d'une ou de plusieurs pensions de retraite ou d'indemnités

journalières de sécurité sociale au titre de la période mensuelle considérée et les personnes morales dont le dirigeant majoritaire a bénéficié de telles pensions ou indemnités, le montant de la subvention est égal à la perte de chiffre d'affaires, le montant cumulé de l'aide, des pensions de retraites et des indemnités journalières perçues ou à percevoir au titre de la période mensuelle considérée ne pouvant toutefois excéder 1 500 €.

# Fonds de solidarité

---

**Les entreprises peuvent effectuer en ligne leur demande d'aide relative au fonds de solidarité :**  
<https://www.impots.gouv.fr/portail/node/13665>

- à partir du 20 novembre : pour l'aide versée au titre du mois d'octobre,
- à partir du début décembre pour l'aide versée au titre du mois de novembre.

Les entreprises éligibles pour l'aide, au titre des mois de septembre à novembre 2020, renseignent les éléments suivants : SIREN, SIRET, RIB, le chiffre d'affaires du mois concerné et celui du mois de référence, déclarations, déclaration sur l'honneur. Le montant de l'aide est calculé automatiquement sur la base des éléments déclarés.

La DGFIP effectuera des contrôles de premier niveau et versera l'aide rapidement au demandeur. Des contrôles de second niveau pourront être effectués par la DGFIP postérieurement au versement de l'aide.

## Aide complémentaire

Les entreprises les plus en difficulté peuvent solliciter une aide complémentaire de 2 000 € à 5 000 € auprès des services de la Région où elles exercent leur activité.

FAQ du gouvernement sur le Fonds de solidarité :  
<https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/fonds-de-solidarite-pour-les-tpe-independants-et-micro>

# Report du paiement des loyers

---

Le Gouvernement a pris l'engagement d'introduire dans le projet de loi de finances pour 2021 un crédit d'impôt visant à inciter les bailleurs à participer au soutien aux entreprises les plus affectées par les mesures restrictives mises en œuvre depuis le 30 octobre 2020.

Le crédit d'impôt bénéficiera à tous les bailleurs, personnes physiques et personnes morales, quel que soit leur régime fiscal, qui abandonnent au moins un mois de loyer dû par des entreprises fermées administrativement ou appartenant au secteur de l'hôtellerie, des cafés et de la restauration.

Ce crédit d'impôt de 50 % s'appliquera aux montants d'abandons de loyers consentis sur la période d'octobre à décembre 2020.

+ Liste des commissions départementales de conciliation des baux commerciaux au 2 novembre : <https://info-entreprises-covid19.economie.gouv.fr/kb/guide/fr/que-faire-en-cas-de-difficulte-pour-le-paiement-du-loyer-des-locaux-commerciaux-RsiEc1uEwx/Steps/93729,93742,93730>

## En cas de difficulté de paiement ou de retard de paiement du loyer

Les entreprises qui ne parviennent pas à un accord avec leur bailleur peuvent recourir à des voies non juridictionnelles de médiation :

- soit le [médiateur des entreprises](#),

En amont d'une saisine, il est possible de poser des questions ou demander des conseils sur la marche à suivre en toute confidentialité, grâce au [formulaire de contact](#).

- soit, lorsqu'elle existe dans le département, la **commission départementale de conciliation des baux commerciaux**.

# Prêts garantis par l'État (PGE) et autres dispositifs de financement

**Jusqu'au 30 juin 2021, les entreprises de toute taille, quelle que soit leur activité** (artisans, commerçants, professions libérales, exploitants agricoles, associations et fondations ayant une activité économique), quelle que soit leur forme juridique (entreprise individuelle, société) et quel que soit leur statut fiscal et social, **pourront demander à leur banque un prêt garanti par l'État pour soutenir leur trésorerie.**

**Ce prêt pourra représenter jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires 2019, ou deux années de masse salariale** pour les entreprises innovantes ou créées depuis le 1er janvier 2019.

L'amortissement du prêt garanti par l'État pourra être étalé entre **1 et 5 années supplémentaires**, avec des taux pour les PME négociés avec les banques françaises compris entre **1 et 2,5 %**, garantie de l'État comprise.

Il sera possible d'aménager l'amortissement avec une 1ère période d'un an, où seuls les intérêts et le

coût de la garantie d'État seront payés, en restant dans la durée totale fixée (soit « 1+1+4 », avec 1 année de décalage du remboursement du capital et 4 années d'amortissement).

**L'État peut accorder des prêts directs si certaines entreprises ne trouvent aucune solution de financement.**

Les entreprises qui n'ont pas pu obtenir un prêt garanti par l'État auprès de leur banque peuvent contacter le médiateur du crédit de leur département. En cas d'échec de la médiation, elles peuvent saisir les comités départementaux d'examen des problèmes de financement des entreprises (CODEFI) pour solliciter d'autres dispositifs de financement. (voir fiche CODEFI).

Ces prêts d'État pourront atteindre jusqu'à 10 000 € pour les entreprises de moins de 10 salariés ; 50 000 € pour les entreprises de 10 à 49 salariés.

Pour en savoir plus : <https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/pret-garanti-par-letat>

# Plans de soutien sectoriels

---

En complément des aides de soutien aux entreprises, le 3 septembre 2020, le Premier Ministre a présenté le **plan France Relance**. Ce plan précise les différentes étapes pour réorganiser le pays sur le plan économique, social et écologique.

Pour avoir les informations utiles sur les mesures du plan de relance et en bénéficier, les entreprises peuvent sélectionner le profil et la thématique qui les concerne ici : <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/profils/entreprises>

# Numérisation des TPE

---

## Aides

Pour aider les entreprises à poursuivre leur activité, le ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance a publié avec FranceNum (portail de la transformation numérique des entreprises) un guide pratique à destination des TPE pour les accompagner dans la numérisation de leur activité, ainsi qu'une [fiche conseil](#).

Les aides (subventions ou prêts) spécifiquement dédiées au soutien des projets numériques des TPE sont accessibles sur le site de [France Num](#) :

- **Chèques numériques** : des subventions offertes par des Régions pour vous aider à financer vos dépenses de transformation numérique (diagnostic, accompagnement, achat de matériel, recours à un prestataire, etc.) ;
- **Prêts et garanties** : des prêts directs à conditions préférentielles et des garanties publiques sur vos prêts bancaires pour vous permettre de débloquer les fonds nécessaires à votre projet de transformation numérique ;
- **Augmenter vos fonds propres** : des solutions pour augmenter votre capacité financière et vous apporter les capitaux nécessaires à la croissance de votre entreprise, dans la continuité de votre projet de transformation numérique ;
- **Autres financements** : des plateformes numériques qui proposent des solutions innovantes, fondées sur le principe de l'économie collaborative, pour élargir votre horizon de financements possibles.



# Numérisation des TPE

---

## ActionCommerceCB

L'U2P est partenaire du Site [ActionCommerceCB](#) qui recense les solutions numériques simples, abordables et opérationnelles dédiées aux commerçants, artisans et professions libérales, elles leur permettent de soutenir et développer leur activité, plus encore en cette période de crise sanitaire.

Commerce et réservations en ligne, relation clients, gestion des stocks ou des invendus et beaucoup plus encore : pour y voir clair parmi les multiples acteurs et aider les commerçants à faire les bons choix au service du développement de leur activité, ActionCommerceCB recense le meilleur de ces solutions numériques françaises.

## [clique-mon-commerce.gouv.fr](#)

Le 10 novembre, l'Etat et le gouvernement, en collaboration avec Bpifrance, la Banque des territoires, France relance, les CCI et CMA, ont développé une plateforme [clique-mon-commerce.gouv.fr](#) pour soutenir l'activité et la digitalisation des petites entreprises, notamment les commerces de proximité dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

La plateforme a pour objectif d'identifier des solutions pouvant être mises en œuvre rapidement par les commerçants, artisans et restaurateurs pour maintenir et contribuer à développer leur activité, et dont les éditeurs sont en mesure d'apporter une assistance aux entreprises pour leur mise en œuvre.

L'ensemble des solutions proposées sur la plateforme font l'objet d'une labellisation par le gouvernement.

# Subventions pour l'achat d'équipements de protection

---

Une subvention « Prévention COVID » est proposée par l'Assurance Maladie-Risques professionnels aux entreprises de moins de 50 salariés et aux travailleurs indépendants sans salarié afin de les aider à prévenir la transmission du coronavirus au travail.

Cette subvention s'adresse aux entreprises qui ont investi entre le 14 mars et le 31 juillet 2020 dans des équipements de protection, de distanciation physique ou d'hygiène et de nettoyage.

Les caisses régionales de rattachement (Carsat, Cramif ou CGSS) pourront subventionner jusqu'à

50 % cet investissement. La liste des conditions d'attribution figurant sur le site [ameli.fr/entreprise](https://www.ameli.fr/entreprise).

La subvention est conditionnée à un minimum d'investissement de 1000 € HT pour une entreprise avec salariés et de 500 € HT pour un travailleur indépendant sans salarié. Le plafond de la subvention fixé à 5 000 € dans les deux cas.

Pour bénéficier de la mesure, il suffit de remplir le formulaire de demande disponible sur [ameli.fr/entreprise](https://www.ameli.fr/entreprise) et de l'adresser à sa caisse régionale de rattachement (Carsat, Cramif ou CGSS) avec les pièces demandées.

# Médiation du crédit

---

La Médiation du crédit est un dispositif public et gratuit qui vient en aide à toute entreprise qui rencontre des difficultés avec sa banque dans tous les cas de refus, ou avec son assureur-crédit, dans tous les cas de réduction ou de résiliation des lignes de garantie.

Pour saisir le médiateur du crédit : <https://media-teur-credit.banque-france.fr>

+ Circulaire U2P 20.104

Pour les demandes liées à la crise du Covid 19, une procédure accélérée est mise en place.

Dans les 48h suivant la saisine, le médiateur vous contacte, vérifie la recevabilité de votre demande, et définit un schéma d'action avec vous. Il saisit les banques concernées. Le médiateur peut réunir les partenaires financiers de votre entreprise pour identifier et résoudre les points de blocage et proposer une solution aux parties prenantes.

# Médiation des entreprises

---

## Bénéficiaire de la médiation des entreprises en cas de conflit

La médiation des entreprises propose un service de médiation gratuit, rapide et réactif : un médiateur prend contact avec le saisissant dans les 7 jours afin de définir avec lui un schéma d'action et confidentiel.

Dans le cadre de la crise du covid-19, un comité de crise sur les délais de paiement réunissant le Médiateur des entreprises, le Médiateur national du crédit et les Présidents des organisations professionnelles a été installé. Les entreprises sont invitées à remonter à leur organisation professionnelle les informations concernant les comporte-

ments de paiements des grands clients, aussi bien exemplaires que non-solidaires, le Comité ayant vocation à traiter prioritairement les signalements impliquant les grandes entreprises (ayant à titre indicatif un chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard d'euros).

Pour saisir le médiateur des entreprises : <https://www.mieist.bercy.gouv.fr>

En amont d'une saisine, pour poser des questions : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

Pour toutes informations : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/la-mediation>

# Arrêts de travail liés au covid-19

---

## **Situation des non-salariés (artisans, commerçant et professions libérales)**

Les modalités des arrêts dérogatoires sont restées inchangées à compter du 1<sup>er</sup> mai 2020.

Il leur est toutefois demandé de réitérer leur demande d'arrêt de travail au 1<sup>er</sup> mai, l'ensemble des arrêts dérogatoires en cours étant interrompus au 30 avril. Ainsi, les parents contraints de garder leur enfant de moins de 16 ans ou en situation de handicap et qui ne peuvent télétravailler doivent faire leur déclaration ou la renouveler sur le site [declare.ameli.fr](https://declare.ameli.fr) à compter du 1<sup>er</sup> mai.

Les personnes considérées comme à risque de développer une forme sévère de la maladie et prises en charge par l'Assurance Maladie au titre d'une affection longue durée (ALD) ainsi que les femmes enceintes au 3<sup>e</sup> trimestre de grossesse

doivent faire leur déclaration ou la renouveler sur le site [declare.ameli.fr](https://declare.ameli.fr) à compter du 1<sup>er</sup> mai.

Les autres personnes à risque de forme sévère doivent s'adresser à leur médecin traitant ou à un médecin de ville pour demander à bénéficier d'un arrêt de travail.

Les personnes qui cohabitent avec une personne vulnérable peuvent également, en l'absence de solution de télétravail, solliciter leur médecin traitant ou un médecin de ville, qui pourra prescrire un arrêt de travail s'il l'estime nécessaire.

Voir également le [tableau récapitulatif de l'Assurance maladie](#)

Consultez la [rubrique pour les salariés](#)

+ Circulaire U2P [20.170](#)

# MESURES RELATIVES AUX SALARIÉS

---

# Obligations concernant les déplacements des salariés

---

## Trajets entre le domicile et le lieu de travail

Les salariés concernés doivent se munir, lors de leurs déplacements, d'un [justificatif de déplacement professionnel](#) rempli par l'employeur.

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R57405>

# Obligations sanitaires vis-à-vis des salariés

---

## Application des mesures dites « barrières » à la propagation du virus

L'employeur reste tenu d'une obligation de sécurité vis-à-vis de ses salariés (il s'agit d'une obligation de moyen).

Dans le cadre de la crise sanitaire, il est incité à associer les instances représentatives du personnel, si elles existent, pour définir les mesures les plus appropriées à l'activité de l'entreprise (voir <https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actua->

[ite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-securite-et-sante-des-travailleurs-les-obligations](https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-securite-et-sante-des-travailleurs-les-obligations)).

Le ministère du Travail a mis en ligne le **protocole national de déconfinement** pour les entreprises : <https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/protocole-national-de-deconfinement.pdf>

Le ministère du Travail publie également des **fiches conseils, métier par métier** : <https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-fiches-conseils-metiers-pour-les-salaries-et-les->



# Obligations sanitaires vis-à-vis des salariés

---

## En cas de danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé

Le salarié est en droit de suspendre son activité après avoir avisé l'employeur de ce danger.

L'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) a publié et met à jour régulièrement un « Focus juridique » relatif aux obligations des employeurs et des salariés en période de pandémie : <http://www.inrs.fr/publications/juridique/focus-juridiques/focus-juridique-coronavirus.html>

L'INRS a également mis en ligne une FAQ sur les mesures de prévention pouvant être mises en œuvre en entreprise en lien avec le covid-19 : <http://www.inrs.fr/actualites/COVID-19-et-entreprises.html>

L'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) a publié un dossier « Coronavirus et conditions de travail » abordant tout particulièrement le sujet du télétravail : <https://www.anact.fr/dossier-coronavirus-et-conditions-de-travail>

# Dispositif d'activité partielle de droit commun

	Date d'entrée en vigueur renouvellement	Durée et renouvellement	Taux de l'indemnité d'activité partielle	Taux de l'allocation d'activité partielle
<b>Secteurs protégés</b> (relevant de l'annexe 1 ou de l'annexe 2 si baisse du chiffre d'affaire d'au moins 80 % durant la période comprise entre le 15 mars et le 15 mai 2020) et entreprises fermées partiellement ou totalement par obligation légale ou réglementaire ou par décision administrative	à compter du 1 <sup>er</sup> novembre 2020 et jusqu'au 31 décembre 2020	12 mois	70 % de la rémunération brute dans la limite de 4,5 fois le taux horaire du Smic	70 % de la rémunération horaire brute limitée à 4,5 fois le taux horaire du smic avec un taux horaire minimum de 8,03 € (7,05 € à Mayotte)
<b>Secteurs non protégés</b>				60 % de la rémunération horaire brute limitée à 4,5 fois le taux horaire du smic avec un taux horaire minimum de 8,03 € (7,05 € à Mayotte)

# Évolution du dispositif d'activité partielle de droit commun à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021

	Date d'entrée en vigueur	Durée et renouvellement	Conditions pour bénéficier du dispositif	Taux de l'indemnité d'activité partielle	Taux de l'allocation d'activité partielle
Tous secteurs confondus Il n'y aura plus de distinction entre les secteurs protégés et les secteurs non protégés	A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021	3 mois maximum renouvelables 1 fois, 6 mois maximum sur une période de référence de 12 mois consécutifs Exception : en cas de sinistre ou d'intempéries de caractère exceptionnel, 6 mois maximum renouvelable 1 fois.	Consultation du CSE tous les 3 mois ou à chaque demande de renouvellement	60 % de la rémunération brute limitée à 4,5 fois le taux horaire du Smic	36 % de la rémunération horaire brute limitée à 4,5 fois le taux horaire du smic avec un taux horaire plancher de 7,23 € (6,35 € à Mayotte)

# Dispositif spécifique d'activité partielle ou activité partielle de longue durée

Si vous êtes une entreprise qui fait face à une réduction d'activité durable qui n'est pas de nature à compromettre sa pérennité, vous pouvez bénéficier de l'activité partielle de longue durée.

	Date d'entrée en vigueur	Durée et renouvellement	Conditions cumulatives pour bénéficier du dispositif	Taux de l'indemnité d'activité partielle	Taux de l'allocation d'activité partielle
Tous secteurs confondus	du 31 juillet 2020 au 31 juin 2022	6 mois renouvelables dans la limite de 24 mois sur une période de référence de 36 mois consécutifs	1) Accord collectif d'entreprise soumis à la validation de la Direccte OU Accord de branche et document unilatéral élaboré par l'employeur homologué par la Direccte  2) Réduction du temps de travail limitée à 40 % de la durée légale  3) Bilan à chaque fin de période d'autorisation d'activité partielle sur le respect des engagements pris par l'entreprise en matière d'emploi, de formation professionnelle et de l'information des organisations syndicales signataires et des représentants du personnel	70 % de la rémunération brute dans la limite de 4,5 fois le taux horaire du Smic	60 % de la rémunération horaire brute limitée à 4,5 fois le taux horaire du smic avec une valeur minimale de 7,23 € (6,35 € à Mayotte)

À noter qu'entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 décembre 2020, dans le cadre du dispositif d'activité partielle de longue durée :

- + le plancher du taux horaire de l'allocation est maintenu à 8,03 € (7,05 € à Mayotte)
- + il est fait une distinction entre les secteurs : l'allocation d'activité partielle dans les secteurs protégés (relevant de l'annexe 1 ou de l'annexe 2 si baisse du chiffre d'affaire d'au moins 80 % durant la période comprise entre le 15 mars et le 15 mai 2020) et entreprises fermées partiellement ou totalement par obligation légale ou réglementaire ou par décision administrative correspond à 70 % de la rémunération brute dans la limite de 4,5 fois le taux horaire du Smic.

# Arrêts de travail liés au covid-19

---

## Situation des salariés

Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2020, le dispositif d'indemnisation des arrêts de travail dérogatoires créé dans le cadre de la crise sanitaire du covid-19 pour les parents contraints de garder leur enfant, les personnes présentant un risque de développer une forme sévère de la maladie ou les personnes cohabitant avec ces personnes a évolué pour les salariés.

Les personnes concernées sont désormais placées en activité partielle par leur employeur qui leur versera une indemnisation.

Concernant la gestion des arrêts dérogatoires qui ont pris fin au 30 avril, deux fiches pratiques publiées par l'Assurance maladie détaillent les modalités pour chaque situation.

Ces fiches sont disponibles en téléchargement : [garde d'enfant](#) et [personnes vulnérables](#)

Voir aussi le [tableau récapitulatif de l'Assurance maladie](#)

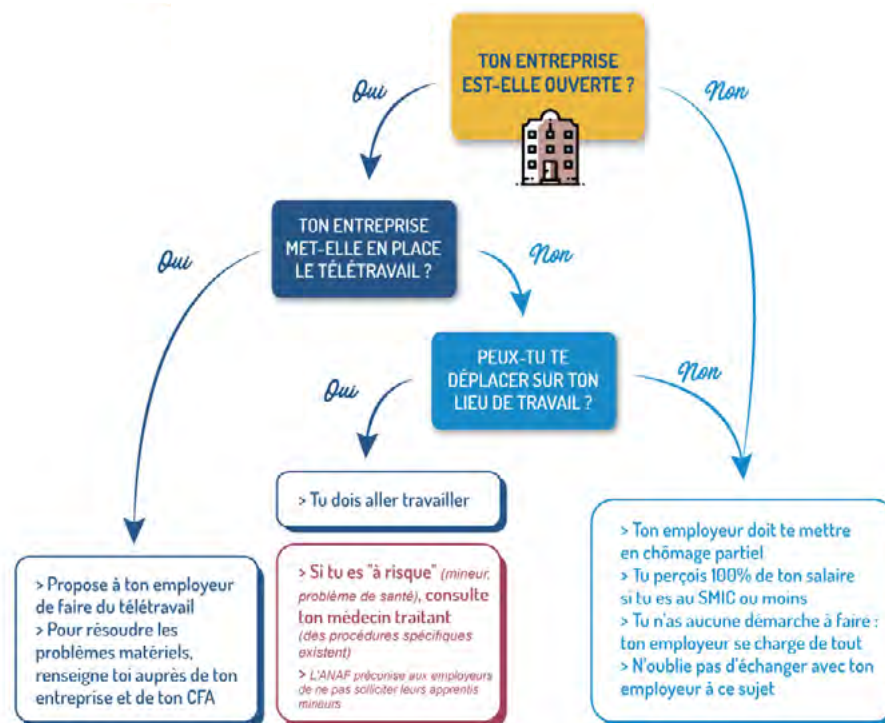
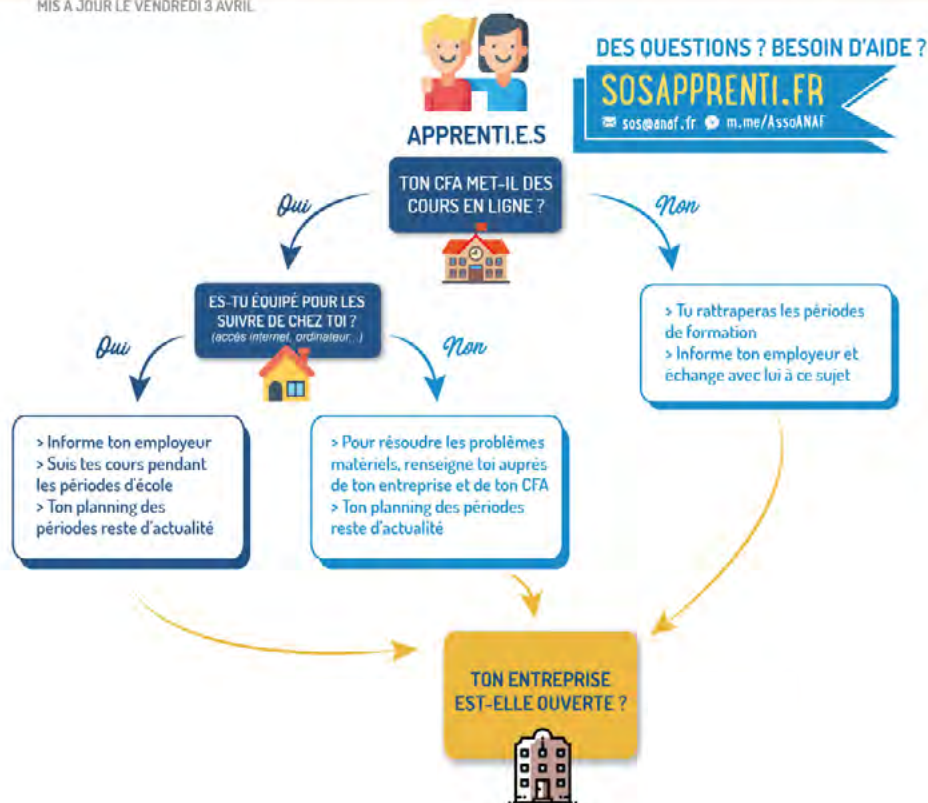
Consultez la [rubrique pour les non-salariés](#)

# Apprentis



## QUE DOIVENT FAIRE LES APPRENTI.E.S ?

MIS À JOUR LE VENDREDI 3 AVRIL



Voir le Questions/Réponses du ministère du Travail : <https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-covid-19-questions-reponses-apprentissage>

# AIDES DE L'UNION EUROPÉENNE

---

# Utilisation des fonds structurels, dont le soutien au financement des fonds de roulement des PME

---

**En réaction à l'épidémie de covid-19, la Commission européenne prend une initiative d'investissement pour un total de plus de 37 milliards d'euros.**

Une partie des fonds sera débloquée rapidement grâce à l'annulation du remboursement des pré-financements FEDER, FSE et FEAMP non dépensés.

**Le FEDER permettra de soutenir le financement des fonds de roulement des PME lorsque cela est nécessaire.**

Pour la France, la mesure permettra de fournir 312 millions d'euros de liquidités, complétées par un montant de 338 millions d'euros du budget de l'UE, soit 650 millions d'euros.

La Commission européenne a proposé un second texte le 2 avril afin de renforcer la mobilisation des fonds structurels, assurer une plus grande flexibilité aux États membres dans l'allocation des fonds, supprimer l'obligation de cofinancement national, et simplifier les procédures administratives.



# CONTRATS ET CONTENTIEUX



# Contrats publics

---

## **Marchés de l'État : le coronavirus est un cas de force majeure**

Le ministre de l'Economie et des Finances a déclaré le 28 février 2020 : « *Pour tous les marchés publics de l'État, si jamais il y a un retard de livraison de la part des PME ou des entreprises, nous n'appliquons pas de pénalités* ».

## **Marchés des collectivités territoriales : le Ministre a invité les collectivités à retenir une position identique.**

Voir fiche publiée par le Ministère de l'Economie et des Finances le 18 mars 2020, « La passation et l'exécution des marchés publics en situation de crise sanitaire » : [https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/daj/fiche-passation-marches-situation-crise-sanitaire.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/fiche-passation-marches-situation-crise-sanitaire.pdf)

# Contrats publics

---

## **Incidences concrètes sur la vie des projets**

La force majeure ne sera invocable que s'il existe un lien de causalité entre le manquement concerné et le virus. Il reviendra aux sociétés titulaires de marchés de prouver l'existence de ce lien de causalité, et de démontrer que le virus les place dans l'impossibilité absolue d'exécuter leurs prestations (cf. fiche précitée du 18 mars 2020) ;

S'agissant des contrats conclus très récemment, la question du caractère « imprévisible » de l'évènement pourrait se poser. Il reste possible de distinguer l'évènement lui-même (prévisible depuis quelques temps) de ses conséquences (difficiles à prévoir en détail), mais il n'est pas acquis que le Juge retiendra une telle distinction.

# Contentieux

---

Contrairement au premier confinement, les activités des services judiciaires (y compris conseils de prud'hommes et tribunaux de commerce) sont maintenues, dans le strict respect des mesures sanitaires et en privilégiant le télétravail.

Par ailleurs, les conseillers prud'hommes, réunis en assemblée, peuvent détenir deux mandats pour

élire un président et un vice-président durant la période de l'état d'urgence sanitaire déclaré par le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 ; ceci par dérogation à l'article L. 1423-5 du code du travail (art. 11 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 16 février 2021).

# AIDES RÉGIONALES

---

# Les mesures d'accompagnement des régions

---

## Accédez aux mesures région par région

[Auvergne-Rhône-Alpes](#)

[Bourgogne-Franche-Comté](#)

[Bretagne](#)

[Centre-Val de Loire](#)

[Corse](#)

[Grand Est](#)

[Hauts-de-France](#)

[Île-de-France](#)

[Normandie](#)

[Nouvelle-Aquitaine](#)

[Occitanie](#)

[Pays de la Loire](#)

[Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)